

Le Partenariat des OSC est une plateforme ouverte qui unit les voix des OSC du monde entier sur la question de l'efficacité du développement.

CONSEIL GLOBAL E-BULLETIN



PHOTO: <http://www.milwaukeejewish.org/>

Octobre 2015

CONTENU

- 1 Le POED sur la crise des réfugiés en Syrie
- 2 Cinq ans de Principes d'Istanbul
- 3 Dialogues pour la justice, l'intérêt public et le bien commun
- 5 Mises à jour des Régions
- 7 Mises à jour des secteurs
- 9 Mises à jour des groupes de travail

Le POED sur la crise des réfugiés en Syrie : "Nous sommes solidaires du peuple syrien"

28 Septembre 2015

En tant que réseau d'organisations de la société civile, le Partenariat d'OSC pour l'Efficacité au Développement (POED) est solidaire du peuple syrien. Le respect et la protection des droits de l'homme, la lutte pour la justice sociale, pour des conditions de travail décentes, pour l'égalité des sexes et pour la viabilité environnementale sont au cœur des activités du POED, qui se bat également pour assurer un cadre de travail favorable aux initiatives des OSC. La crise des réfugiés en Syrie constitue un défi croissant pour la communauté internationale, à la lumière notamment de l'adoption de l'Agenda 2030 de la part des Nations Unies et de leurs engagement à promouvoir la paix sans laisser personne derrière.

Le POED suit avec vive inquiétude la situation des syriens. Le difficile processus d'acquisition du statut de réfugié et la pénurie de biens essentiels ne sont qu'une partie des difficultés rencontrées par les réfugiés. Les femmes et les enfants¹ étant les victimes les plus touchées par le conflit, leurs conditions sont également source de préoccupations.[1] Seul un soutien international accru pourra leur assurer un accès égal à la protection et à l'assistance.[2]

Par conséquent, nous souhaitons exhorter tous les acteurs du développement à respecter, défendre et étendre les droits et les libertés fondamentaux auprès de tous les peuples, tout particulièrement de ceux vivant en des zones de guerre ou au sein de sociétés fragiles, et ce sans distinction de race, de classe, de

sexe, de religion ou de statut. Nous croyons que les réfugiés de partout au monde doivent recevoir un traitement digne, respectueux et conforme aux engagements découlant de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, du droit humanitaire international, de la Convention de 1951 sur les Réfugiés et du Comité pour l'Élimination des Discriminations Envers les Femmes (Committee on the Elimination of Discrimination against Women = CEDAW).

Nous dénonçons les atrocités commises en Syrie et soulignons qu'aucun peuple ne devrait subir de si inhumaines conditions.

Nous invitons instamment la communauté internationale à oeuvrer pour que les partis rivaux s'engagent dans un vrai dialogue capable d'aboutir à une paix durable. Nous devons concentrer nos efforts sur la cessation de ce long conflit et des massacres qui l'accompagnent, ainsi que sur l'élimination des barrières au développement qui en résultent.

Nous demandons fermement à tous les pays hébergeant des réfugiés syriens de respecter les normes internationales en matière de réfugiés. Les gouvernements, et particulièrement ceux de l'Union Européenne, devraient faire preuve d'une générosité comparable à celle déployée par les acteurs européens de la Société Civile. Les six principes fondamentaux à respecter en matière de crise de réfugiés énoncés par le UNHCR devraient être appliqués sans réserve par l'Union Européenne dans son ensemble.[3]

Nous invitons la communauté internationale de continuer de remplir ses obligations humanitaires et mondiales, à savoir l'octroi de financements et de APD adéquats et la création de conditions de vie humaines et équitables pour les peuples affectés par le conflit.

Lisez l'article en [Spanish](#) en [Anglais](#).

PRINCIPLES FOR CSO



DEVELOPMENT EFFECTIVENESS

5 ans après l'approbation des principes d'Istanbul, le POED continue de mener son action de playdoyer malgré la réduction de la marge d'action de la société civile

Il y a 5 ans, des OSC de partout au monde se sont réunis à Istanbul pour participer à la première assemblée mondiale du [Forum Ouvert pour l'Efficacité du Développement des OSC \(FO\)](#).

Cette assemblée a donné naissance aux [Principes d'Istanbul pour l'Efficacité au Développement des OSC](#), un document crucial qui regroupe les 8 principes, les indicateurs et les mécanismes guidant le travail des OSC à tous les niveaux du développement. Un an plus tard, les membres du FO ont adopté le Cadre International ([International Framework](#)) servant de complément aux 8 principes. Le Cadre fournit des mécanismes pour le renforcement de la responsabilisation des OSC et énumère les lignes directrices de base à adopter pour la création d'un environnement favorable à l'action des OSC. Depuis la Quatrième Rencontre de Haut Niveau de Busan sur l'Efficacité du Développement de Novembre 2011, les deux documents sont considérés comme textes de référence pour l'amélioration du travail des OSC et des autres acteurs du développement.

Depuis 2012, c'est le POED1 qui est en charge des initiatives et des campagnes pour la promotion et l'amélioration continues de l'efficacité du Développement des OSC. Bien que les efforts du groupe de travail du POED sur l'efficacité du développement des OSC aient abouti à un renforcement des capacités des OSC et à une meilleure surveillance de la mise en oeuvre des principes de Busan, plusieurs difficultés continuent d'entraver le travail du POED. Effectivement, pour ce qui est de la création de conditions de travail favorables aux OSC conformément aux engagements de Busan, le POED a enregistré des progrès lents et presque inexistants. Cela s'explique par l'introduction par plusieurs gouvernements de lois et restrictions limitant l'accès des ONG aux financements et entravant l'action de surveillance des OSC.

Cette année marque le cinquième anniversaire de la fondation des principes d'Istanbul. Malgré la réduction de la marge de manoeuvre démocratique des OSC, ces dernières continuent d'oeuvrer et d'intensifier leurs efforts pour la réalisation des objectifs et des engagements de Busan. Comme le signale le POED dans son document [The Journey from Istanbul](#), les OSC sont manifestement en train de réaffirmer leur rôle intégrale en tant qu'acteurs du développement, leur but étant celui de maximiser l'impact de leurs activités auprès du public. À l'heure actuelle, le POED est en train de démarrer des séances de formation nationales centrées sur le renforcement des capacités et, en particulier, sur la responsabilisation des OSC et la promotion des Principes. Outre à mener des initiatives dans le domaine du renforcement des capacités, le POED continue de documenter le travail des OSC à travers des publications telles que le Accountability Documentation Project, et de développer des outils d'autoévaluation à l'usage des OSC.

Voici une liste de publications du POED au sujet de l'Efficacité du Développement et de la responsabilisation des OSC :

- [The Journey from Istanbul](#)
- [CSO Accountability Documentation Project](#)
- [Organizational Self-evaluation Form on the Implementation of the Istanbul Principles for CSO Development Effectiveness](#)



Dialogues pour la justice, l'intérêt public et le bien commun : les événements du POED organisés en marge du sommet de l'ONU

Après l'adoption de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable par 193 pays membres des Nations Unies, le [Partenariat d'OSC pour l'Efficacité du Développement \(POED\)](#), en collaboration avec des militants d'organisations, des organisations confessionnelles et des ONG, a organisé une conférence parallèle en marge du sommet de l'ONU pour discuter des problèmes les plus pressants auxquels sont confrontées les communautés marginalisées et les activistes de première ligne dans le contexte de l'Agenda pour l'Après-2015.

"Seul les activistes de première ligne et les représentants des communautés marginalisées comme vous, et non pas le GDP, peuvent décrire la réalité du terrain avec précision! C'est vous qui racontez les coûts supportés par notre planète et nos communautés", a lancé l'activiste écologiste Vandana Shiva dans son discours d'ouverture du Forum transmis [via message vidéo](#).

Les communautés marginalisées et les activistes de première ligne

The one-day activity gave space for grassroots organisations and activists to give first-hand testimonies on how they continue to struggle with injustices, inequities, exploitation, and the plunder of their natural resources.

Norma Maldonado de la Coalition du Peuple pour la Souveraineté Alimentaire (People's Coalition on Food Sovereignty ou PCFS) du Guatemala, a souligné la triste ironie d'une situation où des grandes multinationales limitent l'accès aux semences aux agriculteurs et aux petits producteurs, c'est à dire à ceux qui en ont le plus besoin, avant d'ajouter que "Tant que les Objectifs Mondiaux seront incapables de garantir la souveraineté alimentaire, certaines situations demeureront inchangées." La souveraineté alimentaire est un concept qui fait référence au droit des peuples à une alimentation saine et respectueuse des cultures ainsi qu'à leur droit de définir leurs propres politiques agricoles et alimentaires.

"Nous exigeons nos semences. Les traités commerciaux font que les droits des sociétés priment sur ceux des peuples, et que les gouvernement ressemblent plus à des entreprise qu'à des organes de gouvernance. Nous sommes en train de tuer notre planète pour consommer de la malbouffe. Pour produire des denrées alimentaire il nous faut des terres, ces mêmes terres dont les multinationales sont en train de s'emparer," a conclu Norma Maldonado.

Mazeda Akter Uddin, oordinatrice auprès de l'Alliance des Travailleurs d'Amérique Latine (Alliance of South Asian American Labour ou ASAAL) a illustré les violations des droits de l'homme dont sont victimes les travailleuses migrantes à New York. Elle a en outre déploré les abus et les discriminations auxquelles sont confrontées de nombreuses travailleuses migrantes d'Asie du Sud, et ce même aux États Unis. Effectivement ces dernires perçoivent des salaires plus bas et peuvent être licenciées à tout moment sans motif valable ni préavis.

La conférence a été complétée par les interventions de deux représentants de la société civile : **Eni Lestari**, travailleur migrant travaillant à Hong Kong et affilié à l'association Internationale des Migrants (International Migrants Alliance ou IMA), et **Nazma Akhter**, ancienne travailleuse du textile du Bangladesh. Les deux orateurs avaient d'abord été invités à s'exprimer à l'Assemblée Générale de l'ONU pour ensuite se voir refuser la permission de participer au sommet international.

"Je ne m'étonne guère que le Président de l'Assemblée Générale ait refusé de m'accorder le droit de participer à l'assemblée. Ce que j'ai à raconter n'est pas une histoire touchante suggérant que la pauvreté peut être vaincue avec plus de croissance, plus de crédit ou en améliorant nos compétences. Il ne s'agit non plus d'un conte de fées d'une communauté vivant dans la misère qui devient riche. Au contraire, c'est l'histoire de millions de femmes dans le monde qui sont victimes de discrimination, d'exploitation et qui vivent dans des conditions de pauvreté", a lancé Eni.

Personne ne sera-t-elle vraiment laissée derrière?

Sara Flounders, directrice du Centre d'Action Internationale (International Action Centre) et écrivaine de renom vivant aux États Unis, a affirmé que "Les débats internationaux autour des enjeux mondiaux semblent ignorer le fléau de la guerre et les énormes dépenses militaires auxquelles se livrent les gouvernements du monde. Depuis l'annonce des Objectifs du Millénaire pour le Développement en 2000, les guerres menées par les États Unis ont été la plus grande cause de destruction d'infrastructures et ont provoqué la mort de millions de réfugiés."

Lorsque les États Unis abordent le sujet des objectifs de développement durable ou bien des catastrophes



environnementales, un aspect semble être systématiquement omis : le militarisme des États Unis. Bien que le Pentagone soit le plus grand producteur de gaz à effet serre, cet organe est exempté de respecter les traités internationaux en matière de changement climatique”, a ajouté Sara.

Paul Quintos, membre d'IBON International, du réseau Campaign for People's Goals et du POED, se demande pourquoi les engagements découlant de la déclaration de 2000 n'ont toujours pas été remplis : “La déclaration affirme que personne ne doit être laissée derrière. Et pourtant, nous avons laissé, et nous continuons de laisser beaucoup de personnes au bord du chemin” a-t-il affirmé.

À la fin du Dialigue, les représentants de la société civile ont exprimé leurs ferme résolution à s'engager dans la mise en oeuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable et à demander des comptes aux gouvernements pour le respect des engagements qu'ils ont pris.

Pour lire la déclaration du POED sur l'Agenda de l'après-2015 cliquez [ici](#) :



MISES À JOUR DES RÉGIONS

L'amélioration des capacités des OSC en matière d'efficacité du développement

Une séance de formation sur l'efficacité du développement des OSC, dont les préparatifs sont déjà en cours, est prévue pour fin Novembre ou début Décembre au plus tard. Cette séance verra la présence d'à peu près 35 OSC nationales et provinciales du Rwanda, du Burundi, du Congo, du Cameroun et du Gabon, toutes actives dans le domaines du playdoyer, de la mobilisation des communautés de base, et de la recherche.

Enquête nationale sur l'Environnement Favorable aux OSC

Cette initiative sera mise en oeuvre et dirigée par les directeurs des subrégions d'Afrique du Sud et d'Afrique de l'Est. Une poignée de pays sera chargée de faire le point sur les conditions de travail des OSC sur son territoire, ce qui servira de base pour l'élaboration ultérieure d'un rapport de synthèse sur la situation générale dans les deux subrégions.

Pour de plus amples informations, merci de consulter l'article suivant: <http://www.roafrica.org/>

Afrique

L'Europe

Prochains évènements

CONCORD, ta Confédération européenne d'ONG d'urgence et de développement va mener une formation sur la façon de soutenir la mise en oeuvre des Principes d'Instanboul. Cette formation, consistant principalement en un échange d'expériences, devrait avoir lieu en principe le 18 Novembre au siège de CONCORD.

Prochaines Publications

Rapport de 2015 de CONCORD AidWatch : L'Europe à la croisée de Chemins : comment peut-elle reprendre un rôle de leader en matière d'aide?

Le rapport de AidWatch (prévu pour fin Novembre) vise à augmenter la pression politique sur l'Union Européenne pour la pousser à remplir ses engagements collectifs ainsi que nationaux en matière de quantité et de qualité des aides et d'efficacité au développement pour l'Après-2015. Ce document fournira une analyse critique de la position de l'Europe par rapport à la Conférence d'Addis Abeba et ses implications à long terme, y compris

l'affaiblissement de l'objectif de 0.7%, la privatisation de l'aide, et la question de l'appropriation des politiques d'aide. Comme chaque année, ce rapport fournira à la société civile en Europe un important outil de responsabilisation permettant d'obliger les différents gouvernements nationaux ainsi que les principaux acteurs politiques de rendre compte de leurs performances quant à la qualité et la quantité de l'aide, et en matière d'efficacité du développement. Le rapport de 2015 ne pourra qu'apporter une contribution formidable au débat européen autour de l'aide au développement, et ce grâce au bilan complet qu'il fournit sur la mise en oeuvre du Programme d'Action d'Accra, à son analyse du problème du gonflement des statistiques d'aide (et du rapport entre les frais liés à l'accueil des réfugiés et les aides publiques au développement) et à son évaluation lucide des efforts de l'Europe en matière d'aides, effectuée cette fois-ci du point de vue d'un partenaire du Sud.

Le sommet subrégional de la section d'Asie du Nord-Est du POED et le Forum Multilatérale sur l'Environnement Favorable des OSC

Le sommet subrégional de la section d'Asie du Nord-Est du POED a eu lieu les 24-25-26 Septembre en Mongolie, immédiatement après le Forum Multilatérale sur l'Environnement Favorable. Les activités ont été organisées par le Forum d'OSC pour l'Observation du Développement (Development Observer CSO Forum). Chaque participant a fait état de la situation de la société civile et des progrès accomplis dans la mise en oeuvre des engagements de Busan et des Principes d'Istanbul. Outre à faire émerger un consensus sur plusieurs enjeux de développement, cette conférence a également fourni aux OSC de l'Asie du Nord-Est une occasion de se réunir et identifier les domaines prioritaires, listés comme suit :

- L'environnement favorable
- Le vieillissement de la société
- La responsabilisation du secteur privé
- La préservation des principes de gouvernance démocratique, de transparence et de responsabilisation dans les processus de développement
- La protection de la nature pour le bénéfice des générations futures
- La participation efficace des OSC à tous les niveaux
- La création de conditions de travail décentes en vue d'atténuer les phénomènes migratoires
- La mise sur place de séances de formation de haute qualité à l'usage des acteurs internationaux du développement. The participants decided to hold the 2016 Northeast Asia sub-regional meeting in Taiwan wherein they will include special sessions on Post-2015 and emerging economies

Les participants ont également convenu que le sommet subrégional de la section d'Asie du Nord-Est de 2016 aura lieu au Taiwan et que, lors de ce sommet, une attention particulière sera accordée aux économies émergentes et à la situation de l'Après-2015.

Parmi les participants au Forum Multilatérale sur l'Environnement Favorable des OSC, on a pu dénombrer des représentants des Ministères de l'Agriculture, de la Santé, et des Mines de Mongolie, des délégués issus d'institutions de donateurs, d'ONG et d'OSC locales. Le forum a permis aux participants de faire état des conditions de travail de la société civile en Mongolie, en se concentrant tout particulièrement sur l'accès aux informations et sur le degré d'implication des OSC dans les processus décisionnels relatifs au développement. Désireuses de promouvoir le partage d'informations et l'apprentissage réciproque parmi les OSC de la région de l'Asie du Nord-Est, des OSC travaillant au Taiwan, en Corée du Sud et au Japon ont également partagé leur expérience.

La mise en oeuvre du programme d'Addis Abeba au niveau national et la participation au Deuxième Cycle de Suivi du Partenariat Global à Bangkok

La section d'Asie du POED a également participé aux ateliers régionaux intitulés La Mise en Oeuvre du Programme d'Addis Abeba au Niveau National et La Participation au Deuxième Cycle de Suivi du Partenariat Global, tous deux ayant eu lieu du 5 au 8 Octobre à Bangkok. Ces activités ont été organisées par le Asia Pacific Development Effectiveness Facility (AP-DEF), le Programme des Nations Unies pour le Développement, le Gouvernement de la République de Bangladesh, et l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE).

Asie

Les représentants d'OSC ont souligné que si les données et les analyses générées par les activités de suivi sont certes importantes, l'institutionnalisation des processus de suivi multilatéraux au niveau national est également un objectif digne d'être poursuivi. Une présentation des indicateurs pilotes, dont l'indicateur n.2 sur l'environnement favorable aux OSC, a également été réalisée au cours du sommet. Ces indicateurs sont structurés autour de 4 éléments : l'espace disponible pour des rencontres multilatérales, l'efficacité au développement des OSC, la coopération au développement officielle avec des OSC et le cadre juridique et réglementaire régissant l'action de la société civile dans les différents pays.

UPDATES FROM SECTORS

Jeunesse

Immédiatement après la Session de Formation de Formateurs pour la Région Africaine (Africa Regional Training of Trainers = ToT), la Section Jeunesse du POED relative à la Région Africaine a lancé une autre formation à Harare, au Zimbabwe. Cette formation, organisée et dirigée par l'initiative CHOSEN en collaboration avec Great Indaba Zimbabwe, s'est axée sur les sujets suivants :

- La marginalisation des jeunes.
- Le rôle des jeunes générations dans le suivi national de la mise en oeuvre des Objectifs de Développement Durables.
- Les moyens de parvenir à une vraie égalité et le trafic illicite des ressources du pays.
- L'environnement favorable.
- Les efforts du gouvernement pour s'acquitter de l'immense dette extérieure du pays.
- La reprise de l'engagement de l'occident.

La formation a regroupé des jeunes délégués issus de réseaux de jeunes, d'organisations de base et confessionnelles, ainsi que des représentants des secteurs des droits des femmes, des porteurs d'handicap et des enfants et, pour terminer, des groupes d'étudiants universitaires et des membres de mouvements nationaux. Grâce à cette formation, les participants ont pu étendre leurs connaissances en matière d'Efficacité du Développement et de processus mondiaux, régionaux et nationaux, le tout dans un contexte hautement interactif et participatoire. Les participants ont également réalisé que 1) Les jeunes représentent une précieuse ressource pour leur pays 2) Les jeunes doivent pouvoir trouver leur place dans l'élaboration du Cadre d'Assistance des Nations Unies pour le Zimbabwe pour la Période 2016-2020 (2016-2020 Zimbabwe United Nations Development Assistance

Framework = ZUNDAF); (3) Les jeunes devront faire levier sur leur dynamisme pour oeuvrer avec plus d'incisivité et pertinence dans les contextes où ils seront impliqués.

Le résultat le plus important de cette rencontre, il convient de signaler la création d'un Groupe de Travail National de la Jeunesse pour l'Efficacité du Développement (National Youth-Working Group on Development Effectiveness = NYDE) chargé d'oeuvrer en étroite collaboration avec les différents ministères au niveau national pour soutenir les demandes des OSC en matière d'efficacité du développement et celles relatives à la mise en oeuvre des engagements de Busan au Zimbabwe, ainsi que de promouvoir l'adoption d'un plan d'action national basé sur les contenus de la formation. En outre, la présence des Conseils de la Jeunesse d'UNICEF et du Zimbabwe est considérée comme pouvant encourager un engagement accru des acteurs concernés.

La section jeunesse du POED a annoncé vouloir entreprendre les activités suivantes au cours des derniers mois de son programme pour 2015 :

1. Organisation d'une séance de formation pour formateurs en Amérique Latine et aux Caraïbes.
2. Organisation de deux séances de formation nationales en Amérique Latine.
3. Mise en place par le Réseau de la Jeunesse du Zambia (Zambia Network of Youth = ZANEYO) d'une formation au sujet de l'efficacité du développement.
4. Au cours du premier trimestre de 2016, la région de l'Asie-Pacifique devrait mener ses programmes à la fois au niveau régional et national.

Entretemps, la Section Jeunesse d'Afrique du POED, conformément à sa Déclaration, continuera de s'aligner et de participer aux campagnes internationales de playdoyer

en matière de changement climatique. En vue de l'imminente Conférence de Paris sur le Changement Climatique (COP 21-Paris), le secteur de la jeunesse a lancé une campagne appelée Campagne pour la Jeunesse et le Changement Climatique. Grâce aux efforts du POED, la marge d'intervention dont dispose l'Afrique pour influencer les programmes sur le climat s'accroît de plus en plus. Pour terminer, il convient de signaler que le POED est également en train de préparer sa participation à la Conférence sur la Jeunesse (Conference of Youth = COY) de façon à pouvoir mener des actions concertées à l'avenir.

Le Réseau Syndicale pour la Coopération au Développement (Trade Union Development Cooperation Network = TUDCN) a publié la réaction des organisations syndicales vis-à-vis des Objectifs de Développement Durables (récemment adoptés). Cliquez sur ce lien pour lire le document : http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/tudcn_reaction_to_un_2030_agenda_final_en.pdf

Cliquez ici pour de plus amples informations et des mises à jour régulières sur le secteur du travail:
Anglais: http://www.ituc-csi.org/IMG/html/tudcn_newsletter_october_2015_en.html
Français: http://www.ituc-csi.org/IMG/html/tudcn_newsletter_october_2015_fr.html
Espagnol: http://www.ituc-csi.org/IMG/html/tudcn_newsletter_october_2015_es.html

Les organisations diasporiques et de migrants se réunissent à Istanbul pour le premier sommet du POED sur les phénomènes migratoires à l'échelle mondiale

Istanbul, Turquie – Un total de 18 organisations diasporiques, de migrants et de playdoyer d'Asie, d'Amérique du Nord, d'Europe, d'Afrique, du Moyen Orient, d'Amérique Latine, des Caraïbes et du Pacifique se sont réunies à Istanbul les 8-9 Octobre derniers pour discuter des enjeux liés aux phénomènes migratoires et aux diasporas dans le cadre des discussions sur l'efficacité du développement.

Le sommet global s'inscrit dans les efforts du POED pour se rapprocher des communautés diasporiques et de migrants ayant exprimé une volonté de faire partie du POED. Cette rencontre a également permis au POED d'acquérir une connaissance plus profonde des questions liées aux migrants et aux diasporas.

C'est Monsieur Jorge Balbis, coprésident du département de communication et efficacité des OSC du POED, qui a animé le débat sur l'efficacité des aides et du développement.

"Les organisations diasporiques et de migrants jouent un rôle crucial dans l'amélioration et l'approfondissement de l'agenda pour l'efficacité du développement, de sorte que cet dernier puisse apporter un changement concret dans l'architecture de l'aide", a-t-il souligné.

"Les organisations diasporiques et de migrants contribuent depuis Accra à l'amélioration de l'agenda pour le développement", a avancé Ramon Bultron, membre de la Mission Pacifique d'Asie pour les Migrants (Asia Pacific Mission for Migrants = APMM), avant d'ajouter que "Il est temps que ces organisations, qui expriment les vraies nécessités des migrants de partout au monde, puissent trouver leurs juste place".

La main d'oeuvre

Migrants



Le sommet du POED, qui a eu lieu quelques jours avant le Sommet Global sur la Migration et le Développement (Global Forum on Migration and Development = GFMD)¹, a fourni aux organisations de base du domaine des migrants d'exprimer leurs préoccupations.

D'après Eni Lestari, président de l'Alliance Internationale de Migrants (International Migrants Alliance = IMA), "Les discussions mondiales sur les phénomènes migratoires se sont toujours concentrées sur le potentiel économique de ces derniers".

Selon Mr Lestari, les discussions sur les envois de fonds par les migrants, et sur l'importance que recouvre cet argent pour les pays d'émigration, accordent souvent une attention insuffisante au problème des droits des travailleurs, des réfugiés et des communautés diasporiques.

Le deuxième jour, les participants ont convenu d'un agenda en matière de migrants et de diasporas dont les priorités seront l'augmentation des capacités des acteurs de ce domaine, l'identification des enjeux principaux et le renforcement du travail de proximité". Cet agenda incarne les objectifs et les initiatives qu'entendent poursuivre les organisations de migrants et diasporiques au fur et à mesure de leurs intégration dans la plateforme. Un groupe de Coordination a été formé pour assurer la liaison entre ces organisations, le Secrétariat Mondial du POED et les autres membres de la plateforme. Le groupe est composé des membres suivants :



Mondial : Eni Lestari, IMA (Co-convenir)

MENA : Ramy Alkaissy, ABAAD

Asie : Ramon Bultron, APMM

Amérique Latine: Miguel Angel Paz Carrasco, COMPA (Co-convenir)

Amérique du Nord: Joanna Concepcion, Filipino Migrants Center-US

Pacifique : Pefi Kingi, PacificWIN

Europe: Onyekachi Wambu: The Africa Foundation for Dev't, UK

Afrique : Tola Winjobi, CAFSO-WRAG for Development/Civil Society Network for Migration and Development; vAnas El Hasnaoui, du Réseau d'ONG Arabes pour le Développement (Arab NGO Network for Development = ANND), accordera son soutien au groupe en recouvrant le rôle de membre du Comité de Coordination.

Le forum a abouti à une déclaration finale résumant les sujets abordés durant la réunion et les accords qui en ont découlé. Accéder au rapport [ici](#).

MISES À JOUR SUR LES GROUPES DE TRAVAIL

l'après-ODM

Rapport sur l'engagement du POED vis-à-vis des Objectifs de Développement Durables pour l'Après-2015

Le 25 Septembre 2015, les Nations Unies ont adopté les Objectifs de Développement Durable, un nouveau programme mondiale de développement qui a remplacé les Objectifs de Développement du Millénaire de 2000 et dont la devise est "Ne laissons personne derrière". Au cours du sommet, le POED a rejoint d'autres organisations de la société civile et pris part à des événements officiels et non officiels organisés pour promouvoir l'adoption de nouveaux Objectifs de Développement Durables qui soient à mesure d'homme et respectueux de l'environnement. Ces objectifs sont les suivants : respecter des droits de l'homme, assurer la participation des peuples et des OSC dans les processus décisionnels relatifs au domaine du développement, soutenir la formation de partenariats justes visant le développement équitable et, pour terminer, assurer la responsabilisation de tous les acteurs du développement.

Une délégation de sept membres du POED s'est engagée pour l'adoption des nouveaux Objectifs au siège des Nations Unies. L'assemblée générale des UN pour l'adoption des Objectifs mentionnés ci-dessus s'est réunie du 25 au 27 Septembre à New York. La délégation officielle du POED était composée des personnes suivantes : (1) Justin Kilcullen, coprésident du POED; (2) Celestine Apkobari, membre du Ogoni Solidarity Forum au Nigéria; (3) Eleanor Maeresera, membre de AFRODAD, au Zimbabwe; (4) Paul Quintos, membre du CPGSD (Campaign for Peoples Goals for

Sustainable Development); (5) Norma Maldonado, membre de AROAJ; Guatemala; (6) Jiten Yumnam, membre du Centre for Research and Advocacy, au Manipur; (7) Pedro Guzman, membre du Peoples Coalition on Food Sovereignty, en Colombie; (8) Wali Haider, membre de Roots for Equity, au Pakistan, et (9) Alejandro Barrios Noya, membre de IBON International. Plusieurs autres membres du POED ont également participé au processus d'adoption des nouveaux Objectifs pour l'Après-2015.

Au cours du sommet des Nations Unies pour l'Après-2015, le POED a pris part à la fois aux sessions officielles et non officielles, ainsi qu'à plusieurs événements parallèles. La principale demande formulée par le POED lors du sommet a été l'inclusion des peuples et des OSC dans la formulation des politiques relatives aux Objectifs de Développement Durables, ainsi que dans les phases de mise en oeuvre, d'évaluation et de surveillance de ces derniers. Les OSC ont également réitéré leur demande pour la reconnaissance de leurs rôles en tant qu'acteurs indépendants du programme de développement pour l'Après-2030. Voici une liste non-exhaustive des demandes clés introduites par la délégation du POED lors du sommet des Nations Unies : (1) Tous les acteurs doivent adhérer et remplir les engagements découlant du programme sur l'efficacité des aides et du développement; (2) Il est nécessaire de s'assurer que tous les acteurs mondiaux reconnaissent et adoptent une approche au développement basée sur les droits de l'homme. (3) Le développement inclusif doit être intégré comme principe conducteur dans la mise en oeuvre des Objectifs de Développement Durables; (4) Il faut établir des normes de responsabilisation bien définies, ainsi qu'un mécanisme de régulation régissant l'action du secteur privé et des sociétés; (5) Les acteurs du développement doivent être réunis dans des partenariats qui soient équitables.

Le 26 Septembre 2015, au cours du sommet des Nations Unies, Mr. Paul Quintos, travaillant pour le CPGSD et membre fondateur du POED, a également eu l'occasion de s'exprimer durant la session d'échange intitulée "La promotion d'une croissance économique et de modes de consommation durables."

Événements parallèles du POED

Le POED est également parvenu à organiser deux événements parallèles en collaboration avec plusieurs OSC et le Service de Liaison Non Gouvernementale de l'ONU (le UNNGLS). La Conférence de Haut Niveau de la Société Civile, organisée au sein du Sommet des Nations Unies sur le Développement Durable, a eu lieu le 27 Septembre alors que l'événement parallèle "Dialogues for Justice: From the Margins and Frontlines" s'est tenu le 28 Septembre.

Les délégués du POED ont également participé à d'autres événements parallèles, dont l'Assemblée Générale des peuples (Peoples General Assembly) le 27 Septembre, au cours de laquelle Wali Hader et Celestine Apkobari, deux délégués du POED, ont dressé le tableau des injustices émergées dans leurs pays en matière de développement dans le contexte de l'adoption des Objectifs de Développement Durables.

Le POED est très actif dans le processus pour l'Après-2015 : outre à participer aux négociations intergouvernementales pour l'après 2015, il contribue au renforcement des capacités des OSC pour qu'elles puissent pousser les différents gouvernements à poursuivre des objectifs de développement qui soient respectueux des peuples en évitant les inégalités du développement. En travaillant en étroite coordination avec plusieurs grands acteurs, avec le Service de Liaison Non Gouvernementale de l'ONU ainsi qu'avec le Département des Affaires Économiques et Sociales des Nations Unies, le POED a pu intervenir directement dans les négociations inter gouvernementales pour imposer une agenda du développement capable d'apporter un changement tout en gardant un visage humain.

Le POED s'est également appuyé sur les médias pour divulguer et promouvoir l'agenda pour le développement des peuples (The Peoples' Development Agenda) au cours du processus d'adoption de l'Agenda pour l'Après 2015. Le Citizens News Service a interviewé les délégués du POED sur leurs positions et points de vue en pour ensuite diffuser les vidéos sur le web (voir les liens ci-dessous).

[Celestine Apkobari, Ogoni Solidarity Forum](#)
[Justin Kilcullen](#)
[Paul Quintos](#)

[Norma Maldonado](#)
[Jiten Yumnam](#)
[Eleanor Maeresera](#)

[Pedro Guzman](#)
[Wali Hyder](#)

Calendrier des réunions du POED

- **La surveillance de la responsabilisation: OSC sur GPEDC de 2e ronde de surveillance** | Novembre 23
- **Réunion du Comité de sensibilisation** | Novembre 26
- **Atelier de planification stratégique** | Novembre 26-27
- **Réunion de coordination Comité** | Novembre 28

Prenez une partie de la POED
bulletin, envoyer des mises à jour
mensuelles à Reileen Joy Dulay
au
secretariat@csopartnership.org et
Jodel Dacara au
membership@csopartnership.org

Pour en savoir plus sur le
Partenariat des OSC, visitez
www.csopartnership.org